



Saint-Saphorin, le 7 novembre 2015

Conseil
communal
de
St-Saphorin
(Lavaux)



Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers communaux

Monsieur le Syndic,
Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

Le projet de modification du règlement du Conseil communal de Saint-Saphorin remonte à la fin de 2011. Il a été évoqué lors d'une rencontre informelle par Messieurs Jacques Cossy, Président, le regretté Carlo Chanez, Syndic et Patrice Bocquet, secrétaire.
Il s'agissait alors principalement de remanier les articles concernant la commission de gestion et les attributions des commissions *ad hoc*.

L'avancement du processus de fusion a, bien sûr, entraîné la mise en sommeil de ces modifications. Deux événements se sont produits qui ont conduit à faire ressortir le projet :

- ✓ L'échec de la fusion ;
- ✓ La modification en profondeur de la loi sur les communes (entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2013) et dans une moindre mesure celle de la LEDP.

Une nouvelle étude a donc été entreprise sous la présidence de Monsieur Christophe Pinget. Il a été décidé de prendre comme base le "règlement type" proposé par le Canton. Cela a pour avantage qu'il contient toutes les nouveautés imposées par le remaniement de la LC. De plus, le toilettage a permis d'introduire quelques (rares) nouveautés et des clarifications.

Le projet qui vous est soumis ce soir a été avalisé par les services juridiques de l'État de Vaud le 24 juin 2015.

Comme vous le constaterez, la modernisation touche principalement :

- ✓ Les droits des Conseillers ;
- ✓ Les attributions des commissions (et particulièrement celle de gestion-finance, qui pourrait devenir une commission permanente) ;
- ✓ Le traitement des pétitions ;
- ✓ La création d'une fonction de secrétaire suppléant ;

- ✓ La simplification du processus d'élection du bureau ;

Il n'y a rien de révolutionnaire dans le document qui vous est soumis ce soir. Son seul but est de faciliter – en la clarifiant – la tâche du Conseil.

Voici le détail commenté des principales modifications :

Art. 1a : formulation inspirée de la nouvelle Constitution vaudoise.

Art. 3 : simple précision.

Art. 7 : apparition d'un secrétaire suppléant. Il semble important que deux personnes aient les connaissances nécessaires, tant pour ce qui est de la préparation et de la suite des séances du Conseil, que pour la gestion des votations et élections.

Art. 9 : nouvelle LC.

Art. 10 : nouvelle LC.

Art. 11 : précision fixant la date de ces nominations et la durée des mandats. Dans la suite, adaptation à l'entrée d'un secrétaire suppléant.

Art. 14 : nouvelle LC

Art. 17 :

- ✓ Alinéa 6 : nouvelle LC ;
- ✓ Alinéa 7 : introduction des cautionnements (nouvelle LC), rendue nécessaire par les nombreuses associations intercommunales ;
- ✓ Alinéa 9 : disparition du « statut de fonctionnaire » ;
- ✓ Alinéa 11 : nouvelle LC ;
- ✓ Alinéa 14 : nouvelle LC ;
- ✓ La modification du dernier alinéa est liée au passage de la législature de 4 à 5 ans, avec début au 1^{er} juillet.

Art. 19 et 19a : nouvelle LC, qui clarifie un point souvent délicat...

Art. 29 : nouvelle LC.

Art. 33 : nouvelle LC.

Art. 37 : nouvelle LC.

Art. 38 et 39 : introduction d'une commission de gestion-finances, remplaçant l'actuelle commission de gestion. Il est proposé d'en faire une **commission de législature**, constituée de 5 membres (sans suppléant). **Ses compétences sont fixées par la nouvelle LC**, qui les précise et les affine.

Art. 40 : nouvelle LC.

Art. 41 : précisions quant à l'organisation interne des commissions.

Art 45 et 46 : nouvelle LC.

Art. 52 : nouvelle LC.

Art. 53 et 54 : nouvelle LC. Clarification de situations parfois délicates !

Art. 56 : nouvelle LC.

Art. 57 : nouvelle LC.

Art. 59, alinéas b) et c) : nouvelle LC, précision des droits des conseillers.

Art. 60 et 61 : nouvelle LC. Ces nouveaux articles clarifient la procédure de traitement des propositions (motions, postulats) des membres du Conseil.

Art. 63 : nouvelle LC.

Art. 64 à 67 : le législateur a entièrement revu les articles concernant les pétitions, donnant à ces requêtes une importance beaucoup plus grande et limitant les risques de non prise en considération.

Art. 73 : nouvelle LC, qui précise un point souvent délicat des débats !

Art. 77 et 78 : nouvelle LC, qui clarifie les procédures de vote.

Art. 93 à 95 : nouvelle LC. Ces articles fixent avec précisions les compétences et droits d'investigations de la commission de gestion-finances

Art. 97 et 98 : nouvelle LC.

Art. 104 et 105 : nouvelle LC.

Nous espérons que ce nouveau texte, conforme à la législation en vigueur, vous conviendra et permettra d'améliorer, dans le sens d'une simplification, le travail du Conseil communal et celui de la Municipalité.

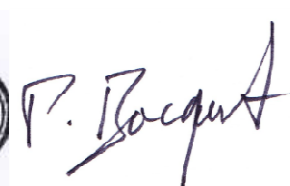
Enfin, nous rappelons que, comme pour toute étude de règlement, les membres du Conseil et la Municipalité peuvent proposer des amendements sur le projet. Ceux-ci doivent être rédigés par écrit, signés et remis au Président le moment venu. Ils peuvent aussi être dictés au secrétaire lors de la discussion, mais pour la clarté et la fluidité des débats, la première solution est, bien sûr, préférable ! Merci d'avance.

Le Président :



Zoran Dragojlovic

Le secrétaire :



Patrice Bocquet